

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Economie Circulaire
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers/Saint Barthélémy -
CS80145
49183 SAINT-BARTHELEMY

Saint Barthémély d'Anjou, le 19 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOSAREC

ZI du Pont
Rue Saint Blaise
72300 SABLE SUR SARTHE

Références : EC-2022-604-INSP-SOSAREC-La Flèche-RAP
Code AIOT : 0006302026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement SOSAREC implanté L'Espérance 72200 LA FLECHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOSAREC
- L'Espérance 72200 LA FLECHE
- Code AIOT : 0006302026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOSAREC a pour activité la collecte de déchets ferreux et non ferreux, de bois, plastiques, papier, cartons, en provenance pour 60/70 % des industries, 20/30 % des collectivités et 10 % des particuliers (artisans).

Elle a été autorisée par arrêté n° 10-4806 du 14 septembre 2010. Ce site est agréé pour l'exploitation d'un centre de véhicules hors d'usage par ce même arrêté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Rejets eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 22	/	Sans objet
8	Circulation	Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 71.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Liste déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article Annexe 1	/	Sans objet
4	Local déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 8.2.4	/	Sans objet
6	Risques chroniques	Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 4.3.5 et 7.4.6	/	Sans objet
7	Bassin de rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 7.4.6	/	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 71.5	/	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 7.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté une non-conformité susceptible de suite et pour laquelle l'exploitant devra apporter des mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 3 : Liste déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Liste déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir liste annexe 1 de l'arrêté du 14/09/2010
Constats : Depuis la dernière inspection en 2015, l'exploitant a réduit les activités de transit/regroupement de déchets dangereux sur le site et les a transféré sur le site de Sablé sur Sarthe. Désormais, seules les batteries transitent sur le site de La Flèche. L'actualisation de l'annexe 1 n'est plus nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Local déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Local déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une surface d'environ 25 m2, à l'intérieur du bâtiment existant, est dédiée au stockage des déchets dangereux. Les produits sont stockés sur palettes filmées, bacs ou bennes ou conteneurs étanches, La quantité maximale de déchets dangereux est limitée à 5 tonnes.
Constats : Comme vu dans le constat précédent, l'exploitant a réduit l'activité de transit/regroupement de déchets dangereux. L'armoire de stockage n'est donc plus utilisée pour le stockage de déchets dangereux, le justificatif demandé lors de l'inspection précédente n'est donc plus nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le paratonnerre n'a pas été mis en place, conformément à l'analyse du risque foudre et l'étude technique réalisées en 2014. L'exploitant est donc tenu de mettre en place ce paratonnerre. Par ailleurs, une fois en place, ce paratonnerre devra faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après son installation. Par la suite, une vérification visuelle devra être réalisée annuellement par un organisme compétent et une vérification complète devra être réalisée tous les deux ans par un organisme compétent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Risques chroniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 4.3.5 et 7.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Effluents <30°C pH 6 – 8,5 couleur < 100 mg/Pt/l hydrocarbures < 10 mg/l MeS < 100 mg/l pb < 0,5 mg/l débit de fuite <9l/s
Constats : La dernière analyse réalisée par l'exploitant date du 23/02/2022. Le prélèvement est réalisé par le bureau d'étude Label Environnement. Les analyses sont réalisées par le laboratoire CERECO pour l'ensemble des paramètres, sauf pour les hydrocarbures réalisés par le laboratoire Wessling. Les résultats sont conformes aux valeurs de l'arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bassin de rétention des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de rétention des eaux d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 600 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Constats : Le site possède un bassin de rétention de 600 mètres cubes. La consigne détaillant le fonctionnement de la vanne a été consultée. L'exploitant réalise périodiquement, auprès de son personnel, des exercices de maniement de cette vanne de confinement. Le dernier exercice a été réalisé le 13 décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : La circulation sur le site n'est pas optimale compte tenu de la taille assez réduite du site. Une réflexion doit être engagée afin de l'améliorer car, en cas d'incendie, les services de secours et d'incendie pourraient avoir des difficultés à intervenir. L'exploitant indique avoir la maîtrise foncière d'une parcelle à proximité du site et à moyen terme cette extension géographique pourrait améliorer la situation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 71.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par la SOCOTEC le 12 janvier 2022, il ne fait pas état de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2010, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- des robinets d'incendie armés ;- d'un poteau incendie situé à environ 35 mètres de l'entrée du site et pouvant délivrer un débit de 100 m3/h ;- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles
Constats : Les extincteurs ont été vérifiés le 10 juin 2022 par la société IN SE PRO. Les RIA ont été contrôlés le 8 décembre 2022 par la même société. En cas de défaillance d'un équipement, la société remplace tout de suite l'équipement. Il y a un poteau incendie à proximité du site. Le débit de ce poteau a été vérifié en juin 2021 et il débite 105 mètre cube heure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet